

L'incorporation de la Convention internationale droits de l'enfant en Écosse : un chantier de cent ans

Texte original en anglais, traduit en français
Original text in English, translated into French

Incorporating the United
Nations Convention on
the Rights of the Child in
Scotland: one hundred
years in the making

Bruce Adamson est un avocat spécialisé dans les droits de l'Homme. En tant que Children and Young People's Commissioner Scotland (Commissaire à l'enfance et à la jeunesse en Écosse) de 2017 à 2023, il a obtenu des changements législatifs sur l'âge de la responsabilité pénale, les châtimements corporels infligés aux enfants, la fin de l'emprisonnement des enfants et l'incorporation de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) dans le droit écossais. Il a présidé l'ENOC – European Network of Ombudspersons for Children (Réseau européen des Défenseurs des enfants) – de 2019 à 2022 et enseigné à la faculté de droit de l'Université de Glasgow de 2023 à 2024.

Bruce Adamson is a human rights lawyer. As Children and Young People's Commissioner Scotland from 2017 to 2023, he secured legislative changes on the age of criminal responsibility, the physical punishment of children, ending the imprisonment of children, and the incorporation of the United Nations Convention on the Rights of the Child into Scots law. He was a chair of the European Network of Ombudspersons for Children from 2019 to 2022 and professor in practice at the University of Glasgow School of Law from 2023 to 2024.

Il y a cent ans, Eglantyne Jebb, réformatrice sociale britannique et fondatrice de Save the Children, œuvrait à la rédaction de la première Déclaration internationale des droits de l'enfant¹. Cette déclaration exprimait la reconnaissance au niveau international que les enfants affamés devaient être nourris, que les enfants malades devaient être soignés et que, en temps de détresse, ils devaient être les premiers à être secourus. La déclaration avait vu le jour à une époque d'incertitude mondiale, où les conflits et l'instabilité économique affectaient gravement les enfants. En réponse, les gouvernements ont reconnu que la protection des droits de l'enfant devait être une priorité.

Un siècle plus tard, le 16 juillet 2024, l'Écosse a fait un grand pas en avant avec l'entrée en vigueur de la Loi relative à l'incorporation de la Convention des droits de l'enfant des Nations unies de 2024². Cette loi incorpore pleinement et directement la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) dans le droit interne écossais, pour autant que ses dispositions relèvent des compétences de l'Écosse.

La loi de 2024 accorde une protection importante aux droits humains des enfants et des adolescents en Écosse. Elle crée des cadres nouveaux favorisant l'instauration d'une culture dans laquelle les droits de l'enfant sont au cœur du processus décisionnel. Elle définit aussi clairement les responsabilités des acteurs institutionnels – tous ceux qui doivent respecter, protéger et mettre en œuvre les droits des enfants.

La loi contient un certain nombre d'éléments qui s'appliqueront à toutes les missions de service public relevant de la compétence législative du Parlement écossais³, y compris cer-

One hundred years ago, Eglantyne Jebb, the British social reformer and founder of Save the Children, led the drafting of the first International Declaration on the Rights of the Child¹. This declaration expressed the international recognition that hungry children should be fed; that sick children should receive healthcare; and that, in times of distress, children should be the first to receive relief. The declaration was made at a time of global uncertainty, with conflict and economic instability deeply affecting children. In response, governments recognised that protecting children's rights had to be a priority.

A century later, on 16 July 2024, Scotland took a major step forward as the United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024 came into force². The Act fully and directly incorporates the United Nations Convention on the Rights of the Child into domestic Scots law, in so far as is competent for a devolved jurisdiction.

The Act provides important protection for the human rights of children and young people in Scotland. It creates new systems to build a culture where children's rights are at the heart of decision-making. It also provides clear accountability for duty bearers – all those who have the responsibility to respect, protect and fulfil children's rights.

There are a number of elements of the Act that will apply to all public functions within the legislative competence of the Scottish Parliament³, including certain functions

1 Sociétés des Nations, Déclaration de Genève (1924), <http://www.un-documents.net/gdrc1924.htm>.

2 United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024 (ASP 1).

3 Le Parlement écossais a été créé par la loi de 1998 sur l'Écosse (Scotland Act 1998), qui a limité ses pouvoirs législatifs (§29), notamment en réservant certaines compétences au Parlement britannique (annexe 5), en protégeant certaines lois contre les modifications (an-

1 League of Nations, Geneva Declaration of the Rights of the Child (1924), <http://www.un-documents.net/gdrc1924.htm>.

2 United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024 (ASP 1).

3 The Scottish Parliament was established by the Scotland Act 1998, which placed limitations on its legislative powers (§ 29) including reserving some matters to the UK Parliament (Schedule 5), protecting some legislation from modifications (Schedule 4), and requiring

taines de celles qui sont « sous-traitées » à des prestataires. Ces éléments sont les suivants :

- ▷ Les autorités publiques ne seront pas autorisées à agir d'une manière incompatible avec la Convention internationale des droits de l'enfant.
- ▷ Les enfants et leurs représentants pourront saisir les tribunaux pour faire valoir directement leurs droits au titre de la Convention.
- ▷ Si une législation nouvelle ou existante du Parlement écossais enfreint la Convention, les tribunaux auront le pouvoir d'émettre des déclarations d'annulation (qui empêchent la loi d'être appliquée) ou des déclarations d'incompatibilité (qui précisent la violation sans avoir d'incidence sur son application).
- ▷ Dans la mesure du possible, la législation existante devra être interprétée d'une manière compatible avec la Convention.
- ▷ Le Commissaire écossais à l'enfance et à la jeunesse ainsi que la Commission écossaise des droits de l'Homme disposeront de pouvoirs accrus pour intenter des actions en justice afin de protéger les droits de l'enfant.
- ▷ Le gouvernement écossais devra publier un cadre pour les droits de l'enfant pour montrer comment il répond aux exigences de la Convention et expliquer ses plans pour faire progresser les droits de l'enfant.
- ▷ Le gouvernement écossais et les organismes publics sont tenus d'établir des rapports réguliers et de procéder à des révisions pour contrôler la mise en œuvre.

L'importance de l'incorporation de la Convention internationale des droits de l'enfant

Au cours des cent dernières années, un large

nexe 4) et en exigeant le respect de la Convention européenne des droits de l'homme.

which are 'contracted out' to other providers. These elements include:

- ▷ Public authorities will not be allowed to act in a way that is incompatible with the United Nations Convention on the Rights of the Child.
- ▷ Children and their representatives will have the power to go to court to directly enforce their rights under the Convention.
- ▷ If new or existing legislation from the Scottish Parliament breaches the Convention, the courts will have the power to issue strike-down declarators (which stop the law having effect) or incompatibility declarators (which make the breach clear but don't impact its effect).
- ▷ Wherever possible, existing legislation will have to be read in a way that is compatible with the Convention.
- ▷ The Children and Young People's Commissioner Scotland and the Scottish Human Rights Commission will have enhanced powers to take court action to protect children's rights.
- ▷ The Scottish Government will have to publish a Children's Rights Scheme to show how it is meeting the requirements of the Convention and explain its plans to progress children's rights.
- ▷ There are regular reporting and review requirements for the Scottish Government and public bodies to monitor implementation.

The importance of incorporating the Convention on the Rights of the Child

Over the last hundred years, a wide array of international laws has set out the human rights of children and young people, but the

compliance with the European Convention on Human Rights.

éventail de lois internationales a défini les droits humains des enfants et des adolescents, mais la Convention internationale des droits de l'enfant est particulière. Il s'agit du premier instrument international juridiquement contraignant à intégrer non seulement l'ensemble des droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux pour les personnes de moins de 18 ans, mais aussi certains aspects du droit humanitaire et des droits environnementaux.

L'importance croissante accordée aux droits humains des enfants dans l'éducation a permis aux enfants écossais d'être de plus en plus sensibilisés aux droits de l'enfant. Dans le cadre du trentième anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant, le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse d'Écosse, a demandé aux enfants de décrire les droits de l'Homme en seulement sept mots.

Ils ont alors donné des réponses comme celles-ci :

« *Les droits aident avant même de demander* »,

– *qui résume l'obligation positive que les droits imposent aux États de procurer aux enfants ce dont ils ont besoin.*

« *Mes droits sont mon armure* »,

– *qui illustre l'élément protecteur des droits.*

« *Mes droits me donnent pouvoir, liberté, courage* »,

– *qui souligne que les enfants peuvent être responsabilisés par les droits et qui reconnaît leur droit à participer à la prise de décision.*

Ces trois P – procurer, protéger et participer – ainsi que l'obligation d'adopter une approche *préventive*, reflètent les intentions des rédacteurs de la Convention internationale des droits de l'enfant.

United Nations Convention on the Rights of the Child is special. It is the first legally binding international instrument to incorporate the full range of civil, cultural, economic, political and social rights, as well as aspects of humanitarian law and environmental rights, for everyone up to the age of 18.

Thanks to the growing focus on education on children's human rights, there is a developing awareness of children's rights among children in Scotland. As part the thirtieth anniversary of the Convention on the Rights of the Child, the Children and Young People's Commissioner Scotland asked children to describe human rights in just seven words.

They came up with seven-word stories like:

“Rights are help before you even ask.”

– *explaining the positive obligation that rights place on States to provide the things children need*

“My rights are my armour to me.”

– *demonstrating the protective element of rights*

“My rights give me power, freedom, courage.”

– *highlighting that children can be empowered by rights, and recognising their right to participate in decision-making*

Those three Ps – provision, protection, and participation – along with the obligation to take a *preventative* approach, capture the intentions of the drafters of the Convention on the Rights of the Child.

Another child said:

“We have rights. Dinosaurs didn't. They died.”⁴

4 “7-Word Story – We Have Rights, Dinosaurs Didn't. They Died,” Children and Young People's Commissioner Scotland, <https://www.cypcs.org.uk/resources/we-have-rights-dinosaurs-didnt/>.

Un autre enfant a écrit :

« *Nous avons des droits. Les dinosaures n'en avaient pas. Ils sont morts* »⁴.

Il n'est pas question ici de suggérer qu'il y aurait un lien de cause à effet entre l'absence de droits chez les dinosaures et leur extinction, mais plutôt de souligner que la mise en place d'une solide culture des droits de l'enfant ainsi que d'une approche préventive pourrait être essentielle pour notre avenir.

La Convention internationale des droits de l'enfant a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1989. Elle est depuis devenue le traité international sur les droits de l'Homme le plus rapidement et le plus largement ratifié de l'histoire. Elle a changé la façon dont les enfants sont considérés et traités dans le droit international. La Convention a réalisé les aspirations de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, qui proclamait que l'enfance avait « droit à une aide et à une assistance spéciales » et a élevé les enfants du statut d'objets passifs de soins et de charité à celui d'êtres humains dotés d'un ensemble de droits propres.

Les droits contenus dans les 54 articles de la Convention internationale des droits de l'enfant sont universels, interdépendants et corrélés. Ils couvrent tous les aspects de la vie de l'enfant et expliquent comment les autorités doivent collaborer pour permettre à tous les enfants et adolescents de jouir de l'ensemble de leurs droits.

La Convention exige des États qu'ils adoptent des mesures juridiques globales pour garantir la protection des droits de l'enfant et le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a clairement indiqué que « pour que les

That is not to suggest a causal link between the lack of a strong rights framework for dinosaurs and their extinction; rather, it implies that building a strong children's rights culture and preventative approach might be essential to our future.

The Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly in 1989, and it became the most rapidly and widely ratified international human rights treaty in history. It changed the way children are viewed and treated in international law. The Convention breathed life into the Universal Declaration of Human Rights (1948), which proclaimed that childhood is entitled to special care and assistance. It proclaims children's status as human beings with a distinct set of rights, not just as passive objects of care and charity.

The rights contained in the 54 articles of the Convention on the Rights of the Child are universal, interdependent and interrelated. The articles cover all aspects of a child's life and explain how those in power must work together to make sure all children and young people can enjoy all their rights.

The Convention requires States to adopt comprehensive legal measures to ensure that children's rights are protected, and the United Nations Committee on the Rights of the Child has made clear that "for rights to have meaning effective remedies must be available to redress violations"⁵.

The right to an 'effective remedy' applies to all the rights in the Convention, and no distinction should be made among civil, cultural, economic, political, and social rights in terms of justiciability. An effective remedy means resolving the problem or provid-

4 « 7-Word Story – We Have Rights, Dinosaurs Didn't. They Died », Children and Young People's Commissioner Scotland, <https://www.cypcs.org.uk/resources/we-have-rights-dinosaurs-didnt/>.

5 UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 5 on General Measures of Implementation of the Convention on the Rights of the Child (arts 4, 42, and 44, ¶ 6), UN doc. CRC/GC/2003/5, ¶ 24.

droits aient un sens il faut pouvoir disposer de moyens de recours utiles pour obtenir réparation en cas de violation »⁵.

Le droit à un « recours effectif » s'applique à tous les droits énoncés dans la Convention et aucune distinction ne doit être faite entre les droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux en termes de justiciabilité. Un recours effectif signifie résoudre le problème ou fournir un dédommagement suffisant, accessible et dans un délai raisonnable.

Le Royaume-Uni ayant ratifié la Convention internationale des droits de l'enfant en 1991, elle faisait déjà partie des obligations internationales dévolues à l'Écosse par le Scotland Act 1998⁶. Toutefois, en raison du système dualiste, qui exige que les lois soient adoptées au niveau national pour avoir un effet direct, ces obligations n'étaient pas directement applicables devant les tribunaux.

Le Scotland Act 1998 prévoit que les affaires étrangères sont réservées au Parlement britannique, à l'exception de l'observation et de la mise en œuvre des obligations internationales et de l'assistance aux ministres britanniques dans la mise en œuvre des obligations internationales. Par conséquent, même si les obligations de la Convention internationale des droits de l'enfant concernant les questions réservées ne relèvent pas de la compétence du Parlement écossais, les obligations concernant les questions dévolues sont transférées aux ministres écossais. En pratique, cela signifie que le gouvernement écossais doit mettre en œuvre la Convention en ce qui concerne les responsabilités dévolues et veiller à ce que les droits de l'enfant soient respectés, protégés et mis en œuvre dans la législation, la politique et l'administration écossaises.

ing restitution in a sufficient, accessible and reasonably prompt way.

The UK ratified the Convention on the Rights of the Child in 1991, so it was already part of the international obligations, which were devolved to Scotland by the Scotland Act 1998⁶. However, because of the dualist system, which requires law to be passed at a domestic level to have a direct effect, these obligations were not directly enforceable in court.

The Scotland Act 1998 provides that foreign affairs are reserved to the UK Parliament, with the exceptions of observing and implementing international obligations and assisting UK ministers with implementing international obligations. Therefore, even though the obligations of the Convention on the Rights of the Child in relation to reserved matters are outside legislative competence, the obligations in relation to devolved matters are transferred to the Scottish ministers. In practice, this means that the Scottish Government has to implement the Convention in relation to devolved responsibilities and ensure that children's rights are respected, protected and fulfilled in Scotland's law, policy and practice.

In ratifying the Convention on the Rights of the Child, State Parties take on an obligation in international law to implement its provisions. General Comment No. 5 states that "[e]nsuring that all domestic legislation is fully compatible with the Convention and that the Convention's principles and provisions can be directly applied and appropriately enforced is fundamental"⁷. The Committee on the Rights of the Child is clear that "subsidiary governments legislate within the framework of the UNCRC"⁸.

5 Comité des Droits de l'Enfant de l'ONU, Observation Générale 5 sur les mesures d'application générales de la Convention relative aux droits de l'enfant (arts. 4, 42 et 44, ¶ 6), UN doc. CRC/GC/2003/5, ¶ 24.

6 The Scotland Act 1998 (§ 46).

6 The Scotland Act 1998 (§ 46).

7 CRC/GC/2003/5, ¶ 2.

8 CRC/GC/2003/5, ¶ 20.



*Une enfant célébrant l'adoption de la Convention internationale des droits de l'enfant en Écosse.
A child celebrating the United Nations Convention on the Rights of the Child being passed in Scotland.
© Bruce Adamson*

En ratifiant la Convention internationale des droits de l'enfant, les États parties s'engagent, en vertu du droit international, à mettre en œuvre ses dispositions. L'Observation générale n° 5 prévoit qu'« [i] est essentiel de faire en sorte que la législation nationale soit pleinement compatible avec la Convention et que les principes et les dispositions de cet instrument puissent être directement et correctement appliqués »⁷. Le Comité des droits de l'enfant indique clairement que « les autorités légifèrent dans les limites de la Convention »⁸.

Certains des droits énoncés dans la Convention internationale des droits de l'enfant correspondent à des droits énoncés dans la Convention européenne des droits de

Some of the rights in the Convention on the Rights of the Child correlate with rights in the European Convention on Human Rights⁹, which was brought into Scottish law through the Human Rights Act 1998¹⁰ and the Scotland Act 1998. These are primarily civil and political rights, and courts in Scotland have significant experience in ensuring protection from torture, the right to a fair hearing, respect for private and family life, and the right to expression and association, among others. Scotland also benefits from UK-wide equality laws that protect children from discrimination.

Some of the economic, social and cultural rights in the Convention on the Rights of

7 CRC/GC/2003/5, ¶ 2.
8 CRC/GC/2003/5, ¶ 20.

9 Council of Europe, Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, 4 November 1950, CETS no. 005.
10 Human Rights Act 1998 (§ 42) (UK).

l'Homme⁹, transposée dans le droit écossais par le biais de la loi sur les droits de l'Homme de 1998¹⁰ et du Scotland Act 1998. Il s'agit principalement de droits civils et politiques et les tribunaux écossais ont une grande expérience en matière de protection contre la torture, de droit à un procès équitable, de respect de la vie privée et familiale, et de liberté d'expression et d'association. L'Écosse bénéficie également des lois britanniques sur l'égalité qui protègent les enfants contre la discrimination.

Certains des droits économiques, sociaux et culturels énoncés dans la Convention internationale des droits de l'enfant étaient déjà entrés dans le droit écossais par le biais de législations spécifiques sur des questions telles que la famille, la justice, l'éducation, l'assistance sociale, le logement, la santé et la protection sociale. Toutefois, il n'existait pas d'approche globale permettant de rassembler ces droits de manière à comprendre leur nature interdépendante.

Le chemin vers l'incorporation

Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a souligné l'importance de l'incorporation de la Convention dans les législations nationales pour garantir le respect, la protection et la réalisation des droits de l'enfant au niveau local. Comme le souligne le Comité, cette incorporation exige que les dispositions de la Convention internationale des droits de l'enfant puissent être directement invoquées devant les tribunaux et appliquées par les autorités nationales¹¹. Le Comité a constamment demandé au Royaume-Uni et à ses juridictions décentralisées (une fois celles-ci instaurées) de veiller à ce que les dispositions et les principes de la Convention soient direc-

the Child were already part of Scottish law through specific legislation on issues such as families, justice, education, social work, housing, health and social welfare. However, there was no holistic approach to bring those rights together in a way that would allow an understanding of their interrelated nature.

The journey to incorporation

The United Nations Committee on the Rights of the Child has highlighted the importance of incorporation in ensuring that children's rights are respected, protected and fulfilled at a local level. This incorporation, as emphasised by the Committee, requires that the provisions of the Convention on the Rights of the Child can be directly invoked before the courts and applied by national authorities¹¹. The Committee consistently called on the UK and its devolved jurisdictions (once these were established) to ensure that the provisions and principles of the Convention are directly applicable under domestic law¹².

As mentioned earlier, the Scotland Act 1998 made clear that the implementation of human rights obligations was devolved, with the UK retaining enforcement powers to ensure compliance¹³. When Scotland regained its own Parliament in 1999, one of the early calls from the country's exception-

9 Conseil de l'Europe, Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, 4 novembre 1950, CETS n° 005.

10 Human Rights Act 1998 (§ 42) (Royaume Uni).

11 CRC/GC/2003/5, ¶ 1, 20.

11 CRC/GC/2003/5, ¶ 1, 20.

12 UN Committee on the Rights of the Child, Concluding Observations on the UK and Northern Ireland, UN doc. CRC/C/15/Add.188, ¶ 8-9; UN Committee on the Rights of the Child, Concluding Observations on the UK and Northern Ireland, UN doc. CRC/C/GBR/CO/4, ¶ 10-11; UN Committee on the Rights of the Child, Concluding Observations on the Fifth Periodic Report of the UK and Northern Ireland, UN doc. CRC/C/GBR/CO/5, ¶ 7.

13 Bruce Adamson, "The Protection of Human Rights in the Legislative Process of Scotland," in *Parliaments and Human Rights: Redressing the Democratic Deficit*, ed. M. Hunt, H. Hooper and P. Yowell (Hart Publishing, 2015), 200.

tement applicables en vertu de la législation nationale¹².

Comme indiqué précédemment, le Scotland Act de 1998 précisait que la mise en œuvre des obligations en matière de droits de l'Homme était dévolue à l'Écosse, le Royaume-Uni conservant des pouvoirs d'exécution pour garantir le respect des droits de l'Homme¹³. Lorsque l'Écosse a regagné son propre parlement en 1999, l'un des premiers appels lancés par la société civile exceptionnellement forte du pays¹⁴ a été la création d'un Commissaire à l'enfance.

L'indépendance des institutions de défense des droits de l'enfant étant un principe fondamental aux termes des normes définies par les Nations Unies¹⁵, le Parlement écossais a pris l'initiative exceptionnelle de mettre en place une commission parlementaire spéciale transpartisane pour rédiger élaborer la législation¹⁶. C'est l'une des seules fois où une commission du Parlement écossais a présenté une loi. Ce n'était pas le résultat d'une initiative gouvernementale ou de la proposition d'un parti politique, mais d'une initiative du

ally strong civil society¹⁴ was the creation of a Children's Commissioner.

Reflecting on independence as a fundamental principle for Independent Children's Rights Institutions as set out in United Nations standards¹⁵, the Scottish Parliament took the extraordinary step of setting up a special cross-party committee of the Parliament to develop the legislation¹⁶. This is one of the only times that a committee of the Scottish Parliament has introduced legislation. It was not the outcome of a government initiative or the proposal of a political party – rather, it was driven by the legislature itself. This made an important point about the role of the Commissioner, while underlining the critical role of the Parliament in acting as a guarantor for children's human rights.

On 26 March 2003, the Scottish Parliament unanimously agreed to “create a friend – a powerful friend – for all of Scotland's children and young people”¹⁷; that is, the Children and Young People's Commissioner. In the final debate, the Convener of the Committee Karen Gillon MSP said: “This gives us the chance to make a real difference by creating an independent, high-profile and influential post. [...] the most significant legacy that we, as members of parliament, can leave our children and our children's children.”¹⁸

12 Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observations finales, UN doc. CRC/C/15/Add.188, ¶ 8-9; Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observations finales : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, UN doc. CRC/C/GBR/CO/4, ¶ 10-11; Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observations finales concernant le cinquième rapport périodique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, UN doc. CRC/C/GBR/CO/5, ¶ 7.

13 Bruce Adamson, « The Protection of Human Rights in the Legislative Process of Scotland », dans *Parliaments and Human Rights: Redressing the Democratic Deficit*, dirs. M. Hunt, H. Hooper et P. Yowell (Hart Publishing, 2015), 200.

14 Kasey McCall-Smith, « Incorporating the CRC in Scotland », dans *Incorporating the United Nations Convention on the Rights of the Child into National Law*, dirs. U. Kilkelly, L. Lundy et B. Byrne (Intersentia, 2021), 307.

15 Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observation Générale 2 sur Le rôle des institutions nationales indépendantes de défense des droits de l'homme dans la protection et la promotion des droits de l'enfant, UN doc. CRC/GC/2002/2; AG Rés. 48/134, Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, Annexe.

16 Commissioner for Children and Young People (Scotland) Act 2003 (ASP 17).

14 Kasey McCall-Smith, “Incorporating the CRC in Scotland,” in *Incorporating the United Nations Convention on the Rights of the Child into National Law*, ed. Ursula Kilkelly, Laura Lundy and Bronagh Byrne (Intersentia, 2021), 307.

15 UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 2 on the Role of Independent National Human Rights Institutions in the Promotion and Protection of the Rights of the Child, UN doc. CRC/GC/2002/2; G.A. Res. 48/134, National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights, Annex (20 December 1993).

16 Commissioner for Children and Young People (Scotland) Act 2003 (ASP 17).

17 Scottish Parliament, *Official Report*, 26 March 2003, col. 16963.

18 Scottish Parliament, *Official Report*, 26 March 2003, col. 16963.

corps législatif lui-même. Cela a permis de mettre en évidence le rôle particulier dévolu au Commissaire, tout en soulignant le rôle essentiel du Parlement écossais en tant que garant des droits humains des enfants.

Le 26 mars 2003, le Parlement écossais a décidé à l'unanimité de « créer un ami – un ami puissant – pour tous les enfants et les jeunes d'Écosse »¹⁷, le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse. Lors du débat final, la présidente de la commission, Karen Gillon, a déclaré : « Cela nous donne l'occasion de faire avancer les choses en créant un poste indépendant, de haut niveau et influent. [...] il s'agit de l'héritage le plus important que nous, députés, pouvons laisser à nos enfants et aux enfants de nos enfants »¹⁸.

La création du Commissaire à l'enfance et à la jeunesse a été citée comme un tournant décisif qui a donné une dimension politique aux droits de l'enfant. Elle a en effet inscrit dans la loi un point d'entrée permettant aux enfants de s'exprimer dans le processus de prise de décision politique en Écosse¹⁹. Ce statut juridique ainsi que les relations de travail étroites que le Commissaire entretient avec la société civile et les enfants eux-mêmes, a été la marque des progrès réalisés par l'Écosse après la décentralisation en matière de droits de l'enfant et de l'évolution vers l'incorporation des droits de l'enfant²⁰.

En 2009, la baronne Walmsley a présenté le projet de loi sur les droits de l'enfant²¹ à la

The creation of the Children and Young People's Commissioner has been cited as a key turning point in the political dimension of children's rights in that it created a clear, legally enshrined entry point for children's voices into political decision-making in Scotland¹⁹. That legal status, alongside the Commissioner's close working relationship with civil society and with children themselves has been a hallmark of Scotland's post-devolution progress on children's rights and the move towards incorporation²⁰.

In 2009, Baroness Walmsley introduced the Children's Rights Bill²¹ into the UK House of Lords. The Bill was drafted by the Rights of the Child UK (ROCK) Coalition, and sought to incorporate the United Nations Convention on the Rights of the Child and its Optional Protocols into UK law. However, because of the general election in May 2010, the Bill could not progress beyond the first reading. Although it did raise the profile of children's rights and facilitate conversations on how best to protect them, subsequent UK Parliaments have not progressed this work.

The following year, in January 2011, the Welsh Measure²² was passed at what was then the National Assembly for Wales and is now Senedd Cymru (Welsh Parliament). This placed a duty on all Welsh Ministers to have due regard to the substantive rights and obligations within the Convention on the Rights of the Child and its Optional Protocols. This meant that they needed to

17 Parlement écossais, Official Report, 26 March 2003, cm. 16963.

18 Parlement écossais, Official Report, 26 March 2003, cm. 16963.

19 Elaine E. Sutherland, « Child and Family Law: Progress and Pusillanimity », dans *Law Making and the Scottish Parliament: The Early Years*, dirs. E. E. Sutherland, K. E. Goodall, G. F.M. Little et F. P. Davidson (Edinburgh University Press, 2011), 60.

20 McCall-Smith, « Incorporating the CRC in Scotland », 307–312.

21 Children's Rights Bill, 2009–10, HL, <https://publications.parliament.uk/pa/ld200910/ld-bills/008/10008.i-ii.html>.

19 Elaine E. Sutherland, « Child and Family Law: Progress and Pusillanimity », in *Law Making and the Scottish Parliament: The Early Years*, ed. Elaine E. Sutherland, Kay E. Goodall, Gavin F.M. Little, and Fraser P. Davidson (Edinburgh University Press, 2011), 60.

20 McCall-Smith, « Incorporating the CRC in Scotland », 307–312.

21 Children's Rights Bill, 2009–10, HL, <https://publications.parliament.uk/pa/ld200910/ld-bills/008/10008.i-ii.html>.

22 Rights of Children and Young Persons (Wales) Measure 2011 (nawm 2).

Chambre des Lords du Royaume-Uni. Ce projet de loi rédigé par la coalition ROCK (Rights of the Child UK – « Droits de l'enfant Royaume-Uni ») visait à intégrer la Convention internationale des droits de l'enfant ainsi que ses Protocoles facultatifs dans le droit britannique. Cependant, en raison des élections générales de mai 2010, le projet de loi n'a pas dépassé le stade de la première lecture. Bien qu'il ait permis d'attirer l'attention sur les droits de l'enfant et de lancer un débat sur la meilleure façon de les protéger, les législatures suivantes n'ont pas repris l'examen du texte.

L'année suivante, en janvier 2011, ce qui était alors l'Assemblée nationale du Pays de Galles et qui est aujourd'hui le Senedd Cymru (le Parlement gallois) a adopté une mesure²² imposant à tous les ministres gallois l'obligation de veiller au « respect approprié » (*due regard*) des droits et obligations énoncés dans la Convention internationale des droits de l'enfant ainsi que ses Protocoles facultatifs. Cela signifie qu'ils doivent tenir compte des droits énoncés dans la Convention lorsqu'ils prennent des décisions. Il s'agit là d'une avancée significative pour les droits de l'enfant au Pays de Galles, puisqu'il met en place une approche proactive du respect de la Convention et offre davantage de possibilités d'influencer la manière dont les droits de l'enfant sont intégrés dans la législation et dans l'élaboration des politiques. Il ne s'agit cependant pas d'une incorporation pleine et entière²³.

22 Rights of Children and Young Persons (Wales) Measure 2011 (nawm 2).

23 Senedd Cymru/Parlement gallois, Official Record, Y Cyfarfod Llawn - Y Bumed Senedd [Plenary - Fifth Senedd], 2 octobre 2018, ¶ 65, <https://record.senedd.wales/Plenary/5353>; Bruce Adamson, « Annual Rhodri Morgan Memorial Lecture » (25 septembre 2018, Senedd Cymru/Parlement gallois, Cardiff); Simon Hoffman et Sean O'Neill, *The Impact of Legal Integration of the UN Convention on the Rights of the Child in Wales* (Equality and Human Rights Commission, 2018); Simon Hoffman, « The UN Convention on the Rights of the Child, Decentralisation and Legislative Integration: A Case Study from Wales » *International Journal of Human Rights* 23, n° 3 (janvier 2019) : 374.

take reasonable steps to consider the rights set out in Convention when making decisions. This was significant step forward for children's rights in Wales, creating a proactive approach to compliance and more opportunity to influence how children's rights are embedded in legislation and through policy making; however, it was not full incorporation²³.

In 2011, the Scottish Government began consulting on the Rights of Children and Young People Bill, which aimed to give Scottish Ministers similar duties to those set out in the Welsh Measure. Despite the consultation specifically excluding incorporation, many respondents, including 25% of the public bodies consulted, called for the incorporation of the Convention into Scots law anyway²⁴.

Calls for incorporation also came from children and young people themselves. Children between nine and thirteen years old who took part in the Children's Parliament consultation sessions demonstrated a clear understanding of the key issues, and expressed concerns that the 'due regard' model could mean that "children's rights might be forgotten about"²⁵. They expressed that

23 Senedd Cymru/Welsh Parliament, Official Record, Y Cyfarfod Llawn - Y Bumed Senedd [Plenary - Fifth Senedd], 2 October 2018, ¶ 65, <https://record.senedd.wales/Plenary/5353>; Bruce Adamson, « Annual Rhodri Morgan Memorial Lecture » (25 September 2018, Senedd Cymru/Welsh Parliament, Cardiff); Simon Hoffman and Sean O'Neill, *The Impact of Legal Integration of the UN Convention on the Rights of the Child in Wales* (Equality and Human Rights Commission, 2018); Simon Hoffman, « The UN Convention on the Rights of the Child, Decentralisation and Legislative Integration: A Case Study from Wales », *International Journal of Human Rights* 23, no. 3 (January 2019): 374.

24 The analysis of consultation responses states that "[t] here was a general feeling that the proposals should go further. [...] Many respondents, particularly among children's rights and other representative organisations, called for incorporation of the UNCRC [the Convention] in legislation." See: Scottish Government, *Analysis of Responses to the Rights of Children and Young People (Scotland) Bill* (2011), 17.

25 Together – Scottish Children's Rights Alliance, *Rights of Children & Young People Bill Overview of Consultation Responses*, February 2012, Edinburgh.

En 2011, le gouvernement écossais a entamé une consultation sur le Projet de loi relatif aux droits des enfants et des jeunes, qui visait à donner aux ministres écossais des obligations similaires à celles de leurs homologues gallois. Bien que la consultation ait spécifiquement exclu l'incorporation de la Convention dans le droit écossais, de nombreux répondants, dont 25% des organismes publics consultés, ont de tout de même réclamé cette mesure²⁴.

Des appels à l'incorporation ont également été lancés par des enfants et des jeunes. Les enfants âgés de neuf à treize ans qui ont participé aux sessions de consultation du Parlement des enfants ont montré qu'ils comprenaient bien les questions importantes et ont exprimé leur crainte que le modèle du « respect approprié » puisse signifier que « les droits de l'enfant pourraient être oubliés »²⁵. Ils ont indiqué que les droits et les devoirs étaient importants pour les services publics, notamment la police, les écoles et les services sociaux. Les enfants ont clairement appelé à « faire respecter les droits de l'enfant plutôt de laisser aux gens la possibilité de les respecter ou non »²⁶.

Cependant, le gouvernement écossais a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'avait pas l'intention d'incorporer la Convention internationale des droits de l'enfant dans le droit écossais²⁷ et, pendant l'examen du projet de



Le Parlement écossais en session - A meeting of the Scottish Parliament
© Contains information licensed under the Scottish Parliament Copyright Licence

they felt rights and duties were important for public services, including the police, schools, and social services. There was a clear call from children to “enforce children’s rights instead of just letting it be optional to people”²⁶.

However, the Scottish Government had repeatedly stated that it did not intend to incorporate the Convention on the Rights of the Child into Scots law²⁷, and while the Bill was being considered there was a significant move away from an approach based on

24 L'analyse des réponses à la consultation indique que « le sentiment général est que les propositions devraient aller plus loin. [...] De nombreux répondants, en particulier parmi les organisations de défense des droits de l'enfant et d'autres organisations représentatives, ont demandé l'incorporation de la CIDE dans la législation ». Voir : Gouvernement écossais, *Analysis of Responses to the Rights of Children and Young People (Scotland) Bill* (2011), 17.

25 Together – Scottish Children’s Rights Alliance, *Rights of Children & Young People bill Overview of Consultation Responses*, février 2012, Edinburgh.

26 Children and Young People’s Commissioner Scotland and Together (Scottish Alliance for Children’s Rights) (2018), *Briefing Paper: Incorporation in Context*, 2, <https://www.cypcs.org.uk/wp-content/uploads/2020/03/briefing-together-incorporation-in-context.pdf>.

27 Voir les déclarations qu’Aileen Campbell, députée et ministre écossaise de l’Enfance et de la Jeunesse avait

26 Children and Young People’s Commissioner Scotland and Together (Scottish Alliance for Children’s Rights) (2018), *Briefing Paper: Incorporation in Context*, 2, <https://www.cypcs.org.uk/wp-content/uploads/2020/03/briefing-together-incorporation-in-context.pdf>.

27 See: statements by Aileen Campbell MSP, Minister for Children and Young People in Education Committee, *Official Report – 8 October 2013* (Scottish Parliament), col. 2948 and in Education Committee, *Official Report – 17 December 2013* (Scottish Parliament), col. 3153f.

loi, il s'est considérablement éloigné d'une approche fondée sur les droits de l'enfant pour mettre l'accent sur le bien-être de l'enfant. La loi qui en a résulté, la loi (écossaise) de 2014 sur les enfants et les jeunes qui en a résulté (Children and Young People (Scotland) Act 2014) a été affaiblie, pour se limiter à imposer aux ministres écossais l'obligation de garder la Convention relative aux droits de l'enfant « sous considération », de promouvoir la « sensibilisation et la compréhension » de ses principes et dispositions, de « prendre en compte » l'avis des enfants et de rendre compte de sa mise en œuvre aux niveaux national et local.

Les appels à l'intégration lancés par la société civile, les enfants et les jeunes se sont poursuivis, notamment grâce à l'obtention en 2016 d'une nouvelle recommandation du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies²⁸. En 2017, le bureau du Commissaire à l'enfance et à la jeunesse d'Écosse a fait de l'incorporation sa priorité stratégique, parallèlement aux réformes juridiques nécessaires sur les châtiements corporels infligés aux enfants, l'âge de la responsabilité pénale et l'emprisonnement des enfants²⁹.

Le Parlement écossais des jeunes a fait de l'incorporation le point central de sa campagne « Right Here, Right Now » (Ici, Maintenant) de 2017, reflétant le fait que 76% des 70 000 jeunes qui avaient répondu à sa consultation sur le manifeste des jeunes avaient demandé que la Convention internationale des droits de l'enfant soit pleinement incorporée dans

children's rights in favour of a focus on child welfare. The resulting Children and Young People (Scotland) Act 2014 was diluted down to simply place a duty on Scottish Ministers to keep the Convention on the Rights of the Child "under consideration", to raise "awareness and understanding" of its principles and provisions, to "take account" of children's views, and to report on implementation at national and local levels.

Calls for incorporation from civil society and from children and young people continued, including through securing another clear recommendation from the United Nations Committee on the Rights of the Child in 2016²⁸. In 2017, the office of the Children and Young People's Commissioner Scotland made incorporation its key strategic priority alongside the necessary legal reforms on the physical punishment of children, the age of criminal responsibility and the imprisonment of children²⁹.

The Scottish Youth Parliament made incorporation the focus of its 2017 campaign 'Right Here, Right Now', reflecting that 76% of the 70,000 young people who responded to its youth manifesto consultation had called for the United Nations Convention on the Rights of the Child to be fully incorporated into Scots law³⁰.

Together (Scottish Alliance for Children's Rights) led a series of Scottish University Insight Institute seminars, which brought together over three hundred people to explore the incorporation and implementa-

faites devant la commission d'éducation, 2013(2) *Official Report - 8 October* (Parlement écossais), cm. 2948 et Education Committee, 2013(3) *Official Report - 17 December* (Parlement écossais), cm. 3153f.

28 CRC/C/GBR/CO/5, ¶ 7.

29 Jennifer Drummond, « A Force for Change – Our New Children's Commissioner is Pushing for Major Shifts in Legislation Covering Equal Protection, the Age of Criminal Responsibility and UNCRC Incorporation. How will the Scottish Government respond? », *Children in Scotland Magazine* 182 (octobre-novembre 2017), 8–12.

28 CRC/C/GBR/CO/5, ¶ 7.

29 Jennifer Drummond, « A Force for Change – Our New Children's Commissioner is Pushing for Major Shifts in Legislation Covering Equal Protection, the Age of Criminal Responsibility and UNCRC Incorporation. How will the Scottish Government respond? » *Children in Scotland Magazine*, 182 (October–November 2017): 8–12.

30 See: Scottish Youth Parliament (n.d.), *Right Here, Right Now*, <https://syp.org.uk/campaign/right-here-right-now/>.

le droit écossais³⁰.

Together (Scottish Alliance for Children's Rights), l'alliance écossaise pour les droits des enfants, a dirigé une série de séminaires du Scottish Universities Insight Institute, auxquels ont participé plus de trois cents personnes, afin d'examiner l'incorporation et la mise en œuvre de la Convention en Écosse. Parmi les participants figuraient le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse, le ministre de la Puériculture et de la Petite Enfance, des membres de conseils de la jeunesse, des fonctionnaires, des universitaires, des organisations de la société civile et des représentants du secteur public³¹.

Les enfants et les jeunes ont continué à plaider pour l'incorporation de leurs droits au plus haut niveau du gouvernement, notamment lors de la première et de la deuxième réunion annuelle du Cabinet avec les enfants et les jeunes, en 2017³² et en 2018³³. Les jeunes conseillers du Commissaire à l'enfance et à la jeunesse d'Écosse ont joué un rôle important en maintenant l'incorporation à l'ordre du jour du Parlement écossais³⁴.

Ce qui est resté clair et cohérent tout au long de ce travail, c'était l'appel à l'incorporation intégrale et immédiate dans la loi écossaise. Cette pression continue a conduit la majorité

tion of the Convention in Scotland. The participants included the Children and Young People's Commissioner Scotland, the Minister for Childcare and Early Years, members of youth councils, government officials, academics, civil society organisations and the public sector³¹.

Children and young people continued to advocate at the highest levels of government for their rights to be recognised through incorporation, including at the first and second annual Cabinet Meeting with Children and Young People in 2017³² and in 2018³³. The Young Advisors to the Children and Young People's Commissioner Scotland played an important role in keeping incorporation on the Scottish Parliamentary agenda³⁴.

What was clear and consistent throughout all this work was the call for full and direct incorporation to the maximum extent in Scottish law. This continuous pressure led to the majority of the political parties committing to incorporation in their manifestos. In 2018, it also led to the Scottish Government committing in its Programme for Government to incorporate the United Nations Convention on the Rights of the Child into Scots law.

The commitment from the Scottish Government and the broad support of parties

30 Cf. Parlement écossaise des jeunes (s.d.), *Right Here, Right Now*, <https://syp.org.uk/campaign/right-here-right-now/>.

31 Voir : Together (Scottish Alliance for Children's Rights) (s.d.), UNCRC 2017 Seminars, <https://www.togetherscotland.org.uk/resources-and-networks/state-of-childrens-rights-webinars/state-of-childrens-rights-webinars-2017/>.

32 Gouvernement écossais, *Actions Agreed at the Cabinet Meeting with Children and Young People: Progress Report*, février 2018, <https://www.gov.scot/publications/actions-agreed-cabinet-meeting-children-young-people-28-february-2017-9781788515733/>.

33 Gouvernement écossais, *Second Annual Cabinet Meeting with Children and Young People*, mai 2018, <https://www.gov.scot/publications/second-annual-meeting-of-ministers-with-children-and-young-people/>.

34 Voir : Children and Young People's Commissioner Scotland, *Promote, Protect, Defend: A Report on Children and Young People as Human Rights Defenders in Scotland* (CCYP/2019/1).

31 See: Together (Scottish Alliance for Children's Rights) (n.d.), UNCRC 2017 Seminars, <https://www.togetherscotland.org.uk/resources-and-networks/state-of-childrens-rights-webinars/state-of-childrens-rights-webinars-2017/>.

32 Scottish Government, *Actions Agreed at the Cabinet Meeting with Children and Young People: Progress Report*, February 2018, <https://www.gov.scot/publications/actions-agreed-cabinet-meeting-children-young-people-28-february-2017-9781788515733/>.

33 Scottish Government, *Second Annual Cabinet Meeting with Children and Young People*, May 2018, <https://www.gov.scot/publications/second-annual-meeting-of-ministers-with-children-and-young-people/>.

34 See: Children and Young People's Commissioner Scotland, *Promote, Protect, Defend: A Report on Children and Young People as Human Rights Defenders in Scotland* (CCYP/2019/1).

des partis politiques écossais à réclamer l'incorporation dans leurs programmes. En 2018, elle a également conduit le gouvernement écossais à s'engager, dans son programme de gouvernement, à incorporer la Convention des droits de l'enfant dans le droit écossais.

L'engagement du gouvernement écossais ainsi que le large soutien des partis au Parlement écossais ont été bien accueillis, mais il n'y avait toujours pas de plan clair, ni de calendrier de mise en œuvre. En réponse à cela, le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse d'Écosse et Together (Scottish Alliance for Children's Rights) ont créé en octobre 2018 un groupe d'experts chargé de produire un modèle d'incorporation pour l'Écosse. S'appuyant sur l'expertise d'éminents juristes et universitaires nationaux et internationaux, ce groupe a rédigé un projet de loi en quelques semaines. Il l'a ensuite soumis, de concert avec Mikiko Otani, membre du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, au vice-premier ministre et à la ministre de l'Enfance et de la Jeunesse le 20 novembre 2018, ce jour étant à la fois celui du vingt-neuvième anniversaire de la Convention et celui de la Journée mondiale de l'enfance.

Il a fallu attendre deux années supplémentaires de consultations pour que le gouvernement écossais ne présente son projet de loi, le 1^{er} septembre 2020³⁵ – notamment en raison de la pandémie de COVID-19. Le projet de loi³⁶ a été adopté à l'unanimité par le Parlement écossais le 16 mars 2021³⁷.

across the Scottish Parliament was welcome, but there was no clear plan or time-frame attached to the commitment. In response to this, in October 2018 the Children and Young People's Commissioner Scotland and Together (Scottish Alliance for Children's Rights) established an expert group to produce a model of incorporation for Scotland. Drawing on the expertise of leading international and domestic lawyers and scholars, the group drafted an initial Children's Rights (Scotland) Bill in a matter of weeks. The Advisory Group, alongside United Nations Committee on the Rights of the Child Member Mikiko Otani, presented the draft bill to the Deputy First Minister and the Minister for Children and Young People on 20 November 2018, which was both the twenty-ninth anniversary of the Convention and Universal Children's Day.

It took a further two years of consultation before the Scottish Government introduced its Bill on 1 September 2020³⁵ – partly because of the COVID-19 pandemic. The United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill³⁶ was passed unanimously by the Scottish Parliament on 16 March 2021³⁷.

The Children and Young People's Commissioner Scotland issued the following statement:

35 United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill [As Introduced] Session 5 (2020), SP Bill [80] (Scot.), <https://www.parliament.scot/-/media/files/legislation/bills/s5-bills/united-nations-convention-on-the-rights-of-the-child-incorporation-scotland-bill/introduced/bill-as-introduced-united-nations-convention-on-the-rights-of-the-child-scotland-bill.pdf>

36 United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill [As Passed], Session 5 (2021), SP Bill [80B] (Scot.), <https://www.parliament.scot/-/media/files/legislation/bills/s5-bills/united-nations-convention-on-the-rights-of-the-child-incorporation-scotland-bill/stage-3/bill-as-passed.pdf>

37 Parlement écossais, Official Report, 16 March 2021,

35 United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill [As Introduced] Session 5 (2020), SP Bill [80] (Scot.), <https://www.parliament.scot/-/media/files/legislation/bills/s5-bills/united-nations-convention-on-the-rights-of-the-child-incorporation-scotland-bill/introduced/bill-as-introduced-united-nations-convention-on-the-rights-of-the-child-scotland-bill.pdf>

36 United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill [As Passed], Session 5 (2021), SP Bill [80B] (Scot.), <https://www.parliament.scot/-/media/files/legislation/bills/s5-bills/united-nations-convention-on-the-rights-of-the-child-incorporation-scotland-bill/stage-3/bill-as-passed.pdf>

37 Scottish Parliament, *Official Report*, 16 March 2021, col. 121–124.

A cette occasion, le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse d'Écosse a publié le communiqué suivant :

Incorporer la Convention internationale des droits de l'enfant dans le droit écossais est la chose la plus importante que nous puissions faire pour protéger et promouvoir les droits des enfants et des jeunes. Les responsables politiques ne peuvent plus ignorer ou oublier opportunément les droits de l'enfant. S'ils le font, les enfants et les jeunes pourront s'y opposer et disposeront d'un système de réparation efficace en cas de problème.

Il ne fait aucun doute que cela améliorera la vie de tous les enfants, ceux qui en ressentiront le plus les bienfaits sont toutefois les enfants dont les droits sont les plus menacés – les enfants vivant dans la pauvreté, les enfants handicapés, les jeunes aidants, ceux qui ont connu le système de placement, les enfants noirs ou issus d'autres minorités ethniques. Leurs droits seront désormais au cœur de chaque politique, de chaque loi et de chaque décision budgétaire. Cela entraînera des changements significatifs dans des domaines tels que la lutte contre la pauvreté et la promotion de la santé mentale, que les enfants eux-mêmes ont identifiés comme des priorités. Cela se traduira également par un meilleur soutien aux familles.

Cette loi donne du pouvoir aux enfants – ils seront consultés et écoutés. Les enfants et les jeunes, ainsi que d'autres militants, se sont battus sans relâche pour l'incorporation pendant de nombreuses décennies et la journée d'aujourd'hui témoigne de leur détermination. Le gouvernement et les décideurs doivent savoir que tous les regards sont braqués sur eux et que les enfants n'hésiteront pas à leur demander des comptes³⁸.

Incorporating the UNCRC [United Nations Convention on the Rights of the Child] into Scots law is the most important thing we can do to protect and promote the rights of children and young people. People in power can no longer ignore or conveniently forget about children's rights. If they do, children and young people can challenge and will have a meaningful system of redress when things go wrong.

There's no question this will improve life for all children, but those who will feel the biggest impact are children whose rights are most at risk – children living in poverty, disabled children, young carers, those who have experience of the care system, children from black and minority ethnic backgrounds. Their rights will be at the centre of every policy, law, or budgetary decision from now on. This will lead to significant change in things like addressing poverty and supporting mental health which children themselves have identified as priorities. It will also mean better support for families.

This law gives children power – they will be consulted and listened to. Children and young people, as well as other campaigners, have fought tirelessly for incorporation for many decades, and today is testament to their determination. The government and decision-makers should know that all eyes are on them and children won't hesitate to hold them to account.³⁸

However, in April 2021, the UK Government in the form of the Attorney General and the Advocate General for Scotland challenged the Bill on the basis that the Scottish Parliament had exceeded its legislative com-

cm. 121–124.

38 Children and Young People's Commissioner Scotland, « New Law on Rights Makes Government Accountable to Children », communiqué de presse, 16 mars 2021,

38 Children and Young People's Commissioner Scotland, "New Law on Rights Makes Government Accountable to Children," press release, 16 March 2021, <https://www.cypcs.org.uk/news-and-stories/uncrc-incorporation-makes-government-accountable-scotland/>.

En avril 2021, le gouvernement britannique, par l'intermédiaire du Procureur général et de l'Avocat général pour l'Écosse, a toutefois contesté le projet de loi au motif que le Parlement écossais avait outrepassé ses compétences législatives. La Cour suprême a reconnu que certaines dispositions du projet de loi dépassaient effectivement la compétence législative et étaient en contradiction avec l'article 29(2)(c) du Scotland Act de 1998, dans la mesure où elles cherchaient à limiter le pouvoir du Parlement britannique de légiférer pour l'Écosse³⁹. La Cour suprême a clairement indiqué qu'il ne s'agissait pas d'une contestation de l'incorporation de la Convention internationale des droits de l'enfant, mais d'une clarification de l'étendue des pouvoirs dévolus : « Personne ne conteste le droit du Parlement écossais de considérer la Convention internationale des droits de l'enfant comme une convention importante et de lui donner effet, à condition qu'il le fasse dans les limites de sa compétence législative »⁴⁰.

Un projet de loi amendé a été présenté au Parlement écossais. Il a de nouveau été adopté à l'unanimité, le 7 décembre 2023, et a reçu l'assentiment royal le 16 janvier 2024, avec l'obligation d'entrer en vigueur dans un délai de six mois.

Le fait que l'adoption de la loi écossaise relative à l'incorporation de la Convention internationale des droits de l'enfant ait eu tant de succès est attribué à une base solide pour la compréhension de la Convention, après des années de campagne et de plaidoyer, de pédagogie et de soutien de la part des orga-

petence. The Supreme Court agreed that certain of the Bill's provisions were, indeed, outwith legislative competence, contrary to Section 29(2)(c) of the Scotland Act 1998, in that they sought to limit the power of the UK Parliament to make laws for Scotland³⁹. The Supreme Court was clear that this was not a challenge to the incorporation of the Convention on the Rights of the Child itself, but rather a clarification of the scope of devolved power: "No-one disputes the right of the Scottish Parliament to regard the UNCRC [United Nations Convention on the Rights of the Child] as an important convention and to give effect to it, provided that it does so within the limits of its legislative competence"⁴⁰.

An amended Bill was brought back to the Scottish Parliament. It was again unanimously passed on 7 December 2023 and received the Royal Assent on 16 January 2024, with a requirement that it come into force within six months.

The successful passage of the United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act is attributed to the development of a strong platform for understanding the Convention following years of campaigning, education and support delivered by children's rights organisations in Scotland, as well as to increased sectoral legislation delivering incremental implementation⁴¹.

<https://www.cypcs.org.uk/news-and-stories/uncrc-incorporation-makes-government-accountable-scotland/>.

39 Reference by the Attorney General and the Advocate General for Scotland – United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill (2021) UKSC 42, at 90.

40 Reference by the Attorney General and the Advocate General for Scotland – United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill (2021) UKSC 42, at 32.

39 Reference by the Attorney General and the Advocate General for Scotland – United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill (2021) UKSC 42, at 90.

40 Reference by the Attorney General and the Advocate General for Scotland – United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill (2021) UKSC 42, at 32.

41 Kasey McCall-Smith, "The Devil Is in the Details: Entrenching Human Rights Protections in the UK's Devolved Nations," *Northern Ireland Legal Quarterly* 74, no. 1 (Spring 2023): 103.

nisations de défense des droits de l'enfant en Ecosse, ainsi qu'à une législation sectorielle accrue permettant une mise en œuvre progressive⁴¹.

Autres lacunes législatives

La voie vers l'incorporation n'a pas été un processus isolé. Comme mentionné précédemment, un certain nombre d'autres modifications législatives urgentes ont été apportées en parallèle du processus d'incorporation de la Convention internationale des droits de l'enfant.

- ▷ Le 7 novembre 2020, les enfants ont enfin obtenu une protection complète contre les châtiments corporels grâce à la loi écossaise de 2019 sur la protection égale des enfants contre les agressions⁴².
- ▷ Le 17 décembre 2021, l'âge de la responsabilité pénale est passé de huit à douze ans (il reste cependant inférieur de deux ans à la norme minimale internationale) en vertu de la loi écossaise de 2019 sur l'âge de la responsabilité pénale⁴³.
- ▷ Le 28 août 2024, tous les enfants ont été retirés des prisons écossaises et placés dans des structures d'accueil sécurisées en application de la loi écossaise de 2024 sur la prise en charge et la justice des mineurs⁴⁴.

Chacun de ces changements est le fruit de longues campagnes menées par les défenseurs des droits de l'Homme et chaque texte législatif a nécessité une élaboration politique et une rédaction juridique complexes. Néan-

Other legislative gaps

The move towards incorporation was not an isolated process. As mentioned earlier in this chapter, a number of other urgently needed legislative changes were made in parallel to the progress on incorporating the Convention on the Rights of the Child.

- ▷ On 7 November 2020, children were finally given comprehensive protection from physical punishment through the Children (Equal Protection from Assault) (Scotland) Act 2019⁴².
- ▷ On 17 December 2021, the age of criminal responsibility moved from eight to twelve (albeit still two years below the international minimum standard) through the Age of Criminal Responsibility (Scotland) Act 2019⁴³.
- ▷ On 28 August 2024, all children were removed from Scottish prisons and accommodated in welfare-based secure care settings through the Children (Care and Justice) (Scotland) Act 2024⁴⁴.

Each of these changes resulted from long campaigns by human rights defenders, and each piece of legislation required complex policy development and legal drafting. Nevertheless, the cumulative effect of these changes on Scotland's progress was profound.

The United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024

The Act takes a 'maximalist' approach to fully and directly incorporating the Convention of the Rights of the Child into Scot-

41 Kasey McCall-Smith, « The Devil Is in the Details: Entrenching Human Rights Protections in the UK's Devolved Nations », *Northern Ireland Legal Quarterly* 74, n° 1 (printemps 2023), 103.

42 Children (Equal Protection from Assault) (Scotland) Act 2019 (ASP 16).

43 Age of Criminal Responsibility (Scotland) Act 2019 (ASP 7).

44 Children (Care and Justice) (Scotland) Act 2024 (ASP 5).

42 Children (Equal Protection from Assault) (Scotland) Act 2019 (ASP 16).

43 Age of Criminal Responsibility (Scotland) Act 2019 (ASP 7).

44 Children (Care and Justice) (Scotland) Act 2024 (ASP 5).

moins, l'effet cumulé de ces changements sur les progrès de l'Écosse a été profond.

Loi écossaise de 2024 relative à l'incorporation de la Convention internationale des droits de l'enfant

La loi adopte une approche « maximaliste » pour incorporer la Convention internationale des droits de l'enfant pleinement et directement dans le droit écossais, dans la mesure où cela est possible dans le cadre des compétences dévolues. La première partie de la loi définit cette approche maximaliste. L'article 1 définit les « exigences de la CIDE [Convention internationale des droits de l'enfant] » comme incluant la Convention et les deux Protocoles facultatifs ratifiés par le Royaume-Uni. Il s'agit du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

Pour rester dans le cadre des compétences dévolues, certaines parties de la Convention internationale des droits de l'enfant ont été retirées de l'Annexe 1. Il s'agit notamment des articles relatifs à la nationalité et à l'apatridie (article 7), au regroupement familial (article 10), à l'élaboration d'accords internationaux relatifs au déplacement d'enfants au-delà des frontières (article 11), à la fourniture d'une assurance sociale (article 26) et au recrutement militaire (article 38, paragraphe 3), ainsi que de plusieurs articles des Protocoles facultatifs. La loi permet toutefois d'inclure ces articles ultérieurement, dans l'éventualité d'une nouvelle dévolution de pouvoirs ou si le Royaume-Uni ratifie davantage de protocoles facultatifs.

La loi impose l'inclusion du troisième Protocole facultatif établissant une procédure de présentation de communications (OPIC) au cas où le Royaume-Uni le ratifierait. Ceci est particulièrement nécessaire car l'OPIC crée un cadre juridique qui permet au Comité

tish law as far as possible within devolved competence. Part 1 of the Act sets out this maximalist approach. Section 1 defines “the UNCRC [United Nations Convention on the Rights of the Child] requirements” to include the Convention and the two Optional Protocols that the UK has ratified. These are the Optional Protocol on the involvement of children in armed conflict, and the Optional Protocol on the sale of children, child prostitution and child pornography.

To stay within devolved competence, some parts of the Convention on the Rights of the Child have been removed from Schedule 1. These include articles relating to nationality and statelessness (Article 7), family reunification (Article 10), development of international agreements relating to moving children across international borders (Article 11), provision of social insurance (Article 26), and military recruitment (Article 38(3)), as well as several articles of the Optional Protocols. However, the Act allows for these to be included in the event of further devolution or if the UK ratifies more of the Optional Protocols.

The Act makes it a requirement to include the third Optional Protocol on a Communications Procedure (OPIC) if the UK ratifies it. This is particularly relevant because OPIC creates a judicial mechanism, with the United Nations Committee on the Rights of the Child hearing complaints alleging that a child's rights have been violated. Since the OPIC came into force in 2014, a growing body of children's rights jurisprudence has emerged, with several hundred communications and more than 120 decisions and views on the merits concerning various matters on children's rights. This has improved the understanding of complex and sensitive children's rights matters and has led to legislative changes and better outcomes for children in certain cases. The

des droits de l'enfant des Nations Unies d'entendre les plaintes alléguant que les droits d'un enfant ont été violés. L'entrée en vigueur de l'OPIC en 2014, a donné naissance à une jurisprudence croissante en matière de droits de l'enfant, avec plusieurs centaines de communications et plus de 120 décisions et d'avis sur le fond. Cela a permis de mieux comprendre les questions complexes et épineuses liées aux droits de l'enfant et a conduit à des changements législatifs et, dans certains cas, à des dénouements plus positifs pour les enfants. La diversité des affaires s'est accrue ces dernières années, englobant désormais des questions telles que les droits de garde transfrontaliers, les enlèvements internationaux de mineurs, la violence à l'encontre des enfants, la justice des mineurs et la protection de l'enfance.

L'article 4(2)(e) de la loi prévoit expressément qu'une cour ou un tribunal écossais statuant sur une question en rapport avec la Convention peut prendre en considération les avis et les conclusions de l'OPIC et ainsi profiter de sa jurisprudence croissante. La section 4 fait également référence à des sources d'interprétation plus larges, telles que les préambules de la Convention des droits de l'enfant et de ses Protocoles. Les outils d'interprétation les plus puissants seront l'inclusion spécifique des Observations générales (section 4(2)(c)) et des Observations finales (section 4(2)(d)).

Les interprétations de la Convention des droits de l'enfant par le Comité, telles qu'elles sont énoncées dans les Observations générales, sont un outil essentiel pour comprendre la Convention dans un monde en rapide mutation. C'est particulièrement vrai pour les Observations générales les plus récentes du Comité, notamment celles portant sur les droits de l'enfant et l'environnement, avec un accent particulier mis sur le changement climatique (OG26)⁴⁵, sur les droits de l'enfant

diversity of cases has expanded in recent years, encompassing issues like cross-border custody rights, international child abduction, violence against children, youth justice and child protection.

Section 4 (2)(e) of the Act specially allows that a Scottish court or tribunal that is deciding a question in connection with the Convention may take into account views and findings under OPIC, so Scottish courts can directly benefit from the growing jurisprudence of the Committee. Section 4 also refers to broader aids to interpretation, such as the preambles to the Convention on the Rights of the Child and its protocols. The most powerful interpretive tools will be the specific inclusion of General Comments (Section 4(2)(c)) and Concluding Observations (Section 4(2)(d)).

The Committee's authoritative interpretations of the Convention on the Rights of the Child, as set out in General Comments, have been an essential tool in understanding the Convention in a rapidly changing world. This is especially true of the Committee's recent General Comments, such as those on children's rights and the environment with a special focus on climate change (GC26)⁴⁵, children's rights in relation to the digital environment (GC25)⁴⁶, and the significant update on children's rights in the child justice system (GC24)⁴⁷. These provide important guidance on how to interpret the Convention on the Rights of the Child in the context of emerging issues. It is worth noting that in the first judgment under the Incorporation Act, the High

⁴⁵ UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 26 on Children's Rights and the Environment with a Special Focus on Climate Change, UN doc. CRC/C/GC/26.

⁴⁶ UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 25 on Children's Rights in Relation to the Digital Environment, UN doc. CRC/C/GC/25.

⁴⁷ UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 24 on Children's Rights in the Child Justice System, UN doc. CRC/C/GC/24.

⁴⁵ Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observation

en relation avec l'environnement numérique (OG25)⁴⁶ et sur l'importante mise à jour des droits de l'enfant dans le système de justice des mineurs (OG24)⁴⁷. Ces Observations générales fournissent des indications importantes sur la manière d'interpréter la Convention des droits de l'enfant dans le contexte des questions émergentes. Il convient de noter que dans le premier arrêt rendu en vertu de la loi sur l'incorporation, la Haute Cour de justice d'Écosse a fait spécifiquement référence aux Observations générales 12 et 24 comme étant pertinentes pour les actions du Lord Advocate, lorsqu'il s'agit de déterminer si un enfant doit faire l'objet de poursuites pénales et pour encadrer ces poursuites⁴⁸.

La nouvelle Observation générale 27 sur le droit des enfants à l'accès à la justice et à des recours effectifs (qui, au moment de la rédaction du présent document, est en cours d'élaboration) arrive à point et sera particulièrement bénéfique pour l'Écosse, qui continue à développer ses recours internes. En outre, l'article 4(2)(f) de la loi sur l'incorporation permet de prendre en considération les rapports des Journées de débat général (JDG) organisées par le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, y compris ceux qui n'aboutissent pas à une nouvelle Observation générale. Par exemple le rapport sur la protection et l'autonomisation des enfants en tant que défenseurs des droits de l'homme (2018)⁴⁹ et du rapport sur les enfants de pa-

Court of Judiciary made specific reference to General Comments 12 and 24 as relevant to the actions of the Lord Advocate in determining whether to prosecute a child, and to the conduct of a prosecution⁴⁸.

The timing of the new General Comment 27 on children's right to access justice and effective remedies (which, at the time of writing, is under development) will be particularly beneficial as Scotland further develops its domestic remedies. Furthermore, Section 4(2)(f) of the Act extends consideration to include reports on Days of General Discussion, which allows even those reports that do not ultimately result in a new General Comment to be used. Examples include the report on protecting and empowering children as human rights defenders (2018)⁴⁹ and the report on children of incarcerated parents (2011)⁵⁰.

The inclusion of Concluding Observations as an aid to interpretation allows Scottish courts to look at the specific suggestions and general recommendations made by the Committee under Article 45(d) of the Convention on the Rights of the Child. Section 4(2)(g) provides a broader catchall provision that allows courts to consider any other international and comparative law. While it is not yet clear how much weight Scottish courts will place on these wider aids to interpretation, this section gives a clear indication of the maximalist approach that the Scottish Parliament intends the courts to take.

générale 26 sur les droits de l'enfant et l'environnement, en mettant l'accent sur le changement climatique, UN doc. CRC/C/GC/26.

46 Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observation générale 25 sur les droits de l'enfant en relation avec l'environnement numérique, UN doc. CRC/C/GC/25.

47 Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observation générale 24 sur les droits de l'enfant dans le système de justice pour enfants, UN doc. CRC/C/GC/24.

48 References by HMA to the High Court of Judiciary in the summary prosecutions by the Procurator Fiscal Dundee v. JH & LL and the Commissioner for Children and Young People in Scotland (2025), HCJAC 2.

49 Comité des droits de l'enfant de l'ONU, *Journée de débat général (JDG) 2018 Protéger et autonomiser les Enfants en tant que Défenseurs des Droits Humains Rapport*, 2018.

48 References by HMA to the High Court of Judiciary in the summary prosecutions by the Procurator Fiscal Dundee v. JH & LL and the Commissioner for Children and Young People in Scotland (2025), HCJAC 2.

49 UN Committee on the Rights Of The Child, *Day of General Discussion (DGD) 2018 Protecting and Empowering Children as Human Rights Defenders Report*, 2018.

50 UN Committee on the Rights of the Child, *Report and Recommendations of the Day of General Discussion on Children of Incarcerated Parents*, 2011.

rents incarcérés (2011)⁵⁰.

L'inclusion des Observations finales comme outil d'interprétation permet aux tribunaux écossais de prendre en considération les suggestions spécifiques et les recommandations générales du Comité, conformément à l'article 45(d) de la Convention internationale des droits de l'enfant. L'article 4(2)(g), contient une disposition plus large qui permet aux tribunaux de prendre en considération tout autre droit international et comparé. Bien qu'il ne soit pas encore clair quel poids les tribunaux écossais accorderont à ces outils d'interprétation plus larges, cet article donne une indication claire de l'approche maximaliste que le Parlement écossais souhaite que les tribunaux adoptent.

La deuxième partie de la loi définit les obligations des autorités publiques et indique clairement qu'il est illégal pour une autorité publique d'agir, ou de s'abstenir d'agir, d'une manière incompatible avec les exigences de la Convention internationale des droits de l'enfant. La définition des « autorités publiques » a été élargie pour inclure toute personne exerçant des fonctions de nature publique, y compris les fonctions exercées dans le cadre d'autres contrats ou accords avec une autorité publique, même si ces dernières ne sont pas financées par des fonds publics.

Compte tenu des limites de la dévolution et de la clarification de ces limites par la Cour suprême, l'article 6(2) précise que seules les fonctions découlant du Parlement ou de l'État de droit écossais entrent dans le champ d'application, mais non celles du Parlement britannique – quand bien même ces fonctions du Parlement britannique seraient en relation avec des questions dévolues. Cela crée une situation complexe à court terme, en particulier pour les aspects de l'éducation, du

Part 2 of the Act sets out the duties on public authorities and makes clear that it is unlawful for a public authority to act, or fail to act, in connection with a relevant function in a way that is incompatible with the requirements of the Convention on the Rights of the Child. The definition of 'public authorities' has been given broad scope to include all those that deliver functions of a public nature, including functions carried out under other contract or through other arrangements with a public authority, even when they are not publicly funded.

Given the limits of devolution and the Supreme Court's clarification on those limits, Section 6(2) makes clear that that scope of relevant functions is only those that derive from the Scottish Parliament or rule of law, but not from the UK Parliament – even if those UK Parliament functions relate to devolved matters. This creates a complicated picture in the short term, especially for aspects of education, family law and social work where the devolved law finds its origin in UK legislation. Such laws will be outside the scope of the Act even if they have been amended by the Scottish Parliament. In the longer term, all devolved matters can be repatriated through Acts of the Scottish Parliament and brought within scope of the Act.

The first case taken under the Incorporation Act was related to determining scope, with the Lord Advocate arguing that the independent nature of prosecution meant that the Act did not apply to prosecutorial decisions. The Children and Young People's Commissioner intervened in the case, arguing that it was clear that the intention of the Scottish Parliament had been to include all functions of a public nature and that any restriction related only to those things reserved to the UK Parliament. The

50 Comité des droits de l'enfant de l'ONU, *Rapport et recommandations de la journée de débat général sur les enfants de parents incarcérés*, 2011.

droit de la famille et du travail social où la loi dévolue trouve son origine dans la législation britannique. De telles lois n'entrent pas dans le champ d'application de la loi sur l'incorporation, même lorsqu'elles ont été modifiées par le Parlement écossais. À plus long terme, toutes les questions dévolues peuvent être rapatriées par le biais de lois du Parlement écossais et entrer dans le champ d'application de la loi.

La première affaire jugée en vertu de la loi sur l'incorporation concernait la détermination du champ d'application, le Lord Advocate soutenant qu'en raison de la nature indépendante de l'autorité de poursuites pénales la loi ne s'appliquait pas aux décisions du ministère public. Le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse est intervenu dans le débat, arguant qu'il était évident que l'intention du Parlement écossais était d'inclure toutes les fonctions de nature publique et que les seules restrictions concernaient les questions réservées au Parlement britannique. La Haute Cour de justice d'Écosse a reconnu que la loi s'appliquait clairement aux décisions du ministère public⁵¹.

Le tribunal s'est également référé à une déclaration du Secrétaire du Cabinet à la Justice et aux Affaires intérieures soulignant que l'intention du gouvernement avait été d'étendre les protections des droits « au-delà de l'équité des procédures pénales, la prise de décision du ministère public. Nous parlons ici d'un nouveau motif de contestation qui n'existe pas encore »⁵².

Si l'objectif d'une approche fondée sur les droits est d'éviter les litiges, l'opposabilité des obligations prévues par la loi est un mécanisme important de responsabilisation qui

High Court of Judiciary agreed that the Act clearly applies to prosecutorial decisions⁵¹.

The court also referred to a statement from the Cabinet Secretary for Justice and Home Affairs pointing out that government intention had been to extend rights protections “beyond the fairness of criminal proceedings and into prosecutorial decision making. We are talking about a new ground of challenge which does not exist at the moment”⁵².

While the purpose of a rights-based approach is to avoid litigation, the justiciability of the duties in the Act is an important accountability mechanism that helps to drive culture change. The Act enables all under-18s to raise claims against a public authority that has contravened the incorporated articles of the Convention (Section 7), and all legislation raised before the courts requires interpretation in line with the Convention.

The Act provides a wide array of remedies. Proceedings can be brought against a public authority in any civil court or tribunal that has the jurisdiction to grant the remedy sought, and the Convention can be relied on in any legal proceedings. Human rights bodies – such as the Children and Young People's Commissioner Scotland and the Scottish Human Rights Commission – can bring cases in their own name. The Children and Young People's Commissioner has produced a Children's Rights Strategic Litigation Toolkit to inform its use of the new powers⁵³.

51 References by HMA to the High Court of Judiciary in the summary prosecutions by the Procurator Fiscal Dundee v. JH & LL and the Commissioner for Children and Young People in Scotland (2025), HCJAC 2.

52 Parlement écossais, Official Report, 24 April 2024, cm. 128.

51 References by HMA to the High Court of Judiciary in the summary prosecutions by the Procurator Fiscal Dundee v. JH & LL and the Commissioner for Children and Young People in Scotland (2025), HCJAC 2.

52 Scottish Parliament, *Official Report*, 24 April 2024, col. 128.

53 Children and Young People's Commissioner Scotland, *Children's Rights Strategic Litigation Toolkit* (CCYP/2022/04), October 2014, <https://www.cypcs.org.uk/wp-content/uploads/2022/11/Strate->



Bruce Adamson, Commissaire à l'enfance et à la jeunesse en Écosse de 2017 à 2023, sous la forme d'une figurine Lego.

Bruce Adamson, Children and Young People's Commissioner Scotland from 2017 to 2023, as a Lego figure.

contribue à faire évoluer les mentalités. La loi permet à tout mineur de porter plainte contre une autorité publique qui aurait enfreint les articles de la Convention (article 7) et toute législation portée devant les tribunaux doit être interprétée conformément à la Convention.

La loi offre un large éventail de voies de recours. Une action contre une autorité publique peut être intentée devant tout tribunal civil ayant compétence à accorder la réparation demandée et la Convention peut être invoquée dans toute procédure judiciaire. Les organes de défense des droits de l'Homme – tels que le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse d'Écosse et la Commission écossaise des droits de l'Homme – peuvent intenter des actions en leur nom propre. Le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse a élaboré une brochure détaillée qui aide les mineurs à utiliser au mieux les nouveaux pouvoirs dont ils disposent⁵³.

Plusieurs dispositions importantes reconnaissent le caractère spécifique de l'accès des mineurs à la justice et leur droit à un recours effectif. Les délais habituels d'un an ou de trois mois pour la Court of Session, la Cour suprême d'Écosse, ne s'appliquent pas à la minorité, de sorte que l'horloge ne commence à tourner que lorsque l'enfant atteint l'âge de 18 ans (articles 7(11) et 7(13)).

En ce qui concerne les recours judiciaires, l'article 9 prévoit que les tribunaux écossais sont expressément tenus de prendre en considération l'avis de l'enfant sur l'efficacité du recours et qu'ils doivent le faire de manière à favoriser l'enfant. La loi précise qu'il existe une présomption selon laquelle un enfant est capable de se forger une opinion, quel que

There are several important provisions to recognising the distinct nature of children's access to justice and right to an effective remedy. The usual time limits of one year, or three months for the Court of Session, are disapplied for the period of childhood, so the clock doesn't start ticking until a child turns 18 (Sections 7(11) and 7(13)).

In terms of judicial remedies, Section 9 provides that Scottish courts are specifically required to consider the views of the child about the effectiveness of the remedy, and they must do so in a manner that the child prefers. The Act makes clear that there is a presumption that a child of any age is capable of forming a view. This has the potential to radically change judicial practice and puts Scotland in an exciting position with the development of the new General Comment on Access to Justice and Effective Remedy.

Part 4 of the Act focuses on legislation. Section 23 ensures that all new laws and regulations are compatible with the Convention on the Rights of the Child by requiring a statement of compatibility in line with well-established practice relating to other incorporated rights obligations⁵⁴. All legislation must be interpreted in line with the Convention (Section 24). The courts can strike down existing legislation that is incompatible with the Convention (Section 25) and issue incompatibility declarators for any future legislation (Section 26).

While the other parts of the Act relate specifically to the direct incorporation of the Convention on the Rights of the Child into domestic law, Part 3 reflects the comprehensive approach that Scotland wanted to take to its implementation. This reflects the wider obligation in Article 4 of the Conven-

53 Children and Young People's Commissioner Scotland, *Children's Rights Strategic Litigation Toolkit* (CCYP/2022/04), octobre 2014, <https://www.cypcs.org.uk/wp-content/uploads/2022/11/Strategic-Litigation-Toolkit-FINAL.pdf>.

54 See: Adamson, "Protection of Human Rights".

soit son âge. Cela peut changer radicalement la pratique judiciaire et place l'Écosse dans une position intéressante, alors même qu'une nouvelle Observation générale sur le droit de l'enfant d'accéder à la justice et à des voies de recours effectives est en cours d'élaboration.

La quatrième partie de la loi se concentre sur la législation. L'article 23 garantit que toutes les nouvelles lois et réglementations seront compatibles avec la Convention internationale des droits de l'enfant en exigeant une déclaration de compatibilité, conformément aux meilleures pratiques déjà établies en lien avec d'autres obligations juridiques incorporées⁵⁴. Toute législation doit être interprétée conformément à la Convention (article 24). Les tribunaux peuvent abroger toute législation existante incompatible avec la Convention (article 25) et émettre des déclarations d'incompatibilité pour toute législation future (article 26).

Alors que les autres parties de la loi concernent spécifiquement l'incorporation directe de la Convention internationale des droits de l'enfant dans le droit interne, la troisième partie reflète l'approche globale que l'Écosse a voulu adopter pour sa mise en œuvre. Cela fait écho à l'engagement plus large de l'article 4 de la Convention, qui demande aux États de « prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre » la Convention ainsi que les recommandations plus larges relatives aux mesures générales de mise en œuvre énoncées dans l'Observation générale n° 5⁵⁵. La loi prévoit une série de mesures de mise en œuvre volontaristes et réactives destinées à aider les parties prenantes à remplir leurs obligations positives et négatives en matière d'application des droits de la Convention, à savoir : un schéma directeur pour les droits de l'enfant (articles 14 à 16) ; des évaluations

tion, which requires States to “undertake all appropriate legislative, administrative, and other measures for the implementation” of the Convention and the wider recommendations in relation to the General Measures of Implementation set out in General Comment 5⁵⁵. The Act sets out a range of proactive and responsive implementation measures designed to support duty-bearers to give effect to both the positive and negative obligations required to deliver Convention rights, namely: a children's rights scheme (Sections 14–16); child rights and wellbeing impact assessments (Section 17); and reporting obligations on public authorities (Section 18) and on the Scottish Parliament itself (Section 21).

Scotland has long prided itself on its approach to child participation, and the country has been at the forefront of the development of implementation tools, such as Children's Rights Impact Assessments. The new scheme set out in section 14 of the Incorporation Act has the potential to fully embed rights-based practice into the work of the Scottish Government. As stated in Section 14 of the Act, the scheme includes obligations to:

- a. ensure that children are able to participate in the making of decisions that affect them with access to such support and representation (for example from children's advocacy services) as they require to do so,
- b. identify and address any situation where a child's rights are (or are at a significant risk of) not being fulfilled,
- c. raise awareness of and promote the rights of children,
- d. promote complaints handling procedures that children can understand and use,

⁵⁴ Voir: Adamson, « Protection of Human Rights ».

⁵⁵ CRC/GC/2003/5.

⁵⁵ CRC/GC/2003/5.

d'impact sur les droits et le bien-être de l'enfant (article 17) ; et l'obligation d'établir des rapports faite aux autorités publiques (article 18) et au Parlement écossais lui-même (article 21).

L'Écosse est depuis longtemps fière de son approche en matière de participation des enfants et a été à l'avant-garde de l'élaboration d'outils de mise en œuvre, tels que les évaluations d'impact sur les droits de l'enfant. Le nouveau schéma directeur, défini à l'article 14 de la loi sur l'incorporation, a le potentiel d'intégrer pleinement les pratiques fondées sur les droits dans le travail du gouvernement écossais. Il prévoit les obligations suivantes :

- a. veiller à ce que les enfants puissent participer à la prise des décisions qui les concernent, en bénéficiant de l'assistance et de la représentation nécessaires à cet effet (par exemple par le biais des défenseurs des enfants) ;
- b. identifier et remédier à toute situation dans laquelle les droits de l'enfant ne sont pas (ou risqueraient de ne pas être) respectés ;
- c. sensibiliser aux droits des enfants et les promouvoir ;
- d. promouvoir des procédures de traitement des plaintes que les enfants peuvent comprendre et utiliser ;
- e. veiller à ce que les enfants aient un accès effectif à la justice ;
- f. protéger les droits des enfants dans le cadre de leurs interactions avec les personnes (autres que les autorités publiques) qui fournissent des services les concernant ;
- g. prendre en compte les droits des enfants dans le processus budgétaire du gouvernement écossais ;
- h. veiller à ce que les actions du gouvernement écossais contribuent à atteindre tous les objectifs nationaux pour les enfants que ce dernier s'est fixés conformément à la première partie du Community
- e. ensure that children have effective access to justice,
- f. protect the rights of children in relation to their interactions with persons, other than public authorities, who provide services which affect children,
- g. consider the rights of children in the Scottish Government's budget process,
- h. ensure that their [the Scottish Government's] actions contribute to any national outcome for children determined by them under Part 1 of the Community Empowerment (Scotland) Act 2015 [for example, to reduce poverty and inequality],
- i. prepare and publish child rights and wellbeing impact assessments,
- j. use, and promote the use of, inclusive ways of communicating that ensure that children can receive information and express themselves in ways that best meet their needs (in relation to speech, language or otherwise)⁵⁶.

To support the Act, the Scottish Government has brought forward a series of guidance documents⁵⁷.

Looking forward

Professor Ann Skelton, Chair of the United Nations Committee on the Rights of

⁵⁶ United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024 (ASP 1) § 14, ¶ 3.

⁵⁷ Children and Families Directorate, *UNCRC (Incorporation) (Scotland) Act 2024 – Part 2: Statutory Guidance*, September 2024, <https://www.gov.scot/publications/statutory-guidance-part-2-uncrc-incorporation-scotland-act-2024-2/>; Children and Families Directorate, *UNCRC (Incorporation) (Scotland) Act 2024 – Part 3: Statutory Guidance*, September 2024, <https://www.gov.scot/publications/statutory-guidance-part-3-uncrc-incorporation-scotland-act-2024-2/>; Children and Families Directorate, *United Nations Convention on the Rights of the Child (UNCRC): Clarification of Inherent Obligations*, September 2024, <https://www.gov.scot/publications/clarification-inherent-obligations-united-nations-convention-rights-child-uncrc/>; and Children and Families Directorate, *United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024: Sources to Guide Interpretation*, September 2024, <https://www.gov.scot/publications/>

Empowerment (Scotland) Act 2015 [par exemple, pour réduire la pauvreté et les inégalités],

- i. préparer et publier des études d'impact sur les droits et le bien-être des enfants ; et
- j. utiliser et promouvoir l'utilisation de modes de communication inclusifs qui garantissent que les enfants reçoivent des informations et puissent s'exprimer de la manière qui répond le mieux à leurs besoins (en termes d'élocution, de langue ou autre).⁵⁶

Pour soutenir la loi, le gouvernement écossais a présenté une série de lignes directrices⁵⁷.

Regard vers l'avenir

La professeure Ann Skelton, présidente du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, a déclaré que la loi écossaise de 2024 sur l'incorporation de la Convention internationale des droits de l'enfant est l'un des textes législatifs nationaux les plus impressionnants au monde en matière de droits de l'enfant⁵⁸. Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a salué les progrès réalisés

the Child, has said that the United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024 is one of the most impressive pieces of domestic legislation on children's rights in the world⁵⁸. The United Nations Committee on the Rights of the Child commended Scotland's progress in its latest Concluding Observations⁵⁹. The incorporation of the Convention, along with the other recent legislative changes in Scotland, sends a clear message that Scotland wants to take children's rights seriously. However, the fulfilment of rights requires more than just legal change.

In Scotland we are seeing growing levels of engagement from public authorities, children's rights organisations, parenting organisations, and those delivering services to children. Also, children themselves are growing in confidence in the use of children's rights. But the question of whether the incorporation of the Convention on the Rights of the Child delivers for children should be judged based on what children themselves have called for. Have we delivered a system that ensures that "rights are help before you even ask"? Does it protect children so that they feel that "my rights are my armour to me", and do children feel that "My rights give me power, freedom, courage"? Those will be the true tests and the questions that we cannot wait another hundred years to answer.

⁵⁶ United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024 (ASP 1) § 14, ¶ 3.

⁵⁷ Children and Families Directorate, *UNCRC (Incorporation) (Scotland) Act 2024 – Part 2: Statutory Guidance*, septembre 2024, <https://www.gov.scot/publications/statutory-guidance-part-2-uncrc-incorporation-scotland-act-2024-2/>; Children and Families Directorate, *UNCRC (Incorporation) (Scotland) Act 2024 – Part 3: Statutory Guidance*, septembre 2024, <https://www.gov.scot/publications/statutory-guidance-part-3-uncrc-incorporation-scotland-act-2024-2/>; Children and Families Directorate, *United Nations Convention on the Rights of the Child (UNCRC): Clarification of Inherent Obligations*, septembre 2024, <https://www.gov.scot/publications/clarification-inherent-obligations-uncrc/>; et Children and Families Directorate, *United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024: Sources to Guide Interpretation*, septembre 2024, <https://www.gov.scot/publications/sources-guide-interpretation-uncrc-incorporation-scotland-act-2024/>.

⁵⁸ Ann Skelton, FTT Health and Education Chamber, Scotland UNCRC Training, 2–4 octobre 2024, Glasgow.

[sources-guide-interpretation-uncrc-incorporation-scotland-act-2024/](https://www.gov.scot/publications/sources-guide-interpretation-uncrc-incorporation-scotland-act-2024/).

⁵⁸ Ann Skelton, FTT Health and Education Chamber, Scotland UNCRC Training, 2–4 octobre 2024, Glasgow.

⁵⁹ UN Committee on the Rights of the Child, Concluding Observations on the Combined Sixth and Seventh Periodic Reports of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, UN doc. CRC/C/GBR/CO/6-7.

par l'Écosse dans ses dernières Observations finales⁵⁹. L'incorporation de la Convention, tout comme les autres changements législatifs qui ont récemment eu lieu en Écosse, sont un signe clair de sa volonté de prendre au sérieux les droits de l'enfant. Toutefois, la réalisation des droits exige plus que de simples changements juridiques.

En Écosse, nous constatons un engagement croissant des autorités publiques, des organisations de défense des droits de l'enfant, des organisations de parents et des prestataires de services aux enfants. Par ailleurs, les enfants eux-mêmes sont de plus en plus confiants dans l'utilisation de leurs droits. Mais la question de savoir si l'incorporation de la Convention internationale des droits de l'enfant est bénéfique pour les enfants doit être jugée sur la base de ce que les enfants eux-mêmes ont demandé. Avons-nous mis en place un système qui garantisse que « les droits aident avant même de demander » ? Ce système protège-t-il les enfants de manière à ce qu'ils aient le sentiment que « mes droits sont mon armure » et que « mes droits me donnent du pouvoir, de la liberté, et du courage » ? Tels seront les véritables tests et les questions auxquelles nous ne pourrons pas attendre un autre siècle pour répondre.

59 Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observations finales concernant le rapport du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord valant sixième et septième rapports périodiques, UN doc. CRC/C/GBR/CO/6-7.